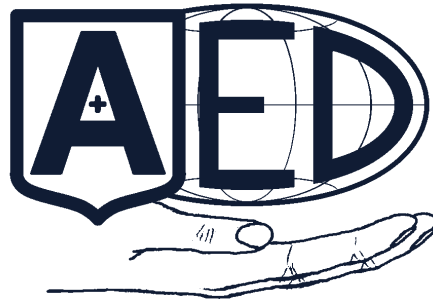


<https://www.economiedistributive.fr/La-democratie-representative-est-a>



La démocratie représentative est à reconquérir, mais pas seulement !

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2012 - N° 1129 - mars 2012 -

Date de mise en ligne : samedi 7 avril 2012

Date de parution : mars 2012

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

La Grande Relève incite ses lecteurs à chercher comment devrait être organisée la société pour qu'elle soit vraiment au service de tous.

Or, s'il est aujourd'hui un domaine dans lequel toute démocratie est complètement absente, c'est bien celui de l'économie, totalement aux ordres de la finance... il est donc urgent que les grandes orientations économiques soient enfin prises démocratiquement.

Dans quelques semaines, les électeurs vont désigner, parmi des candidats volontaires, professionnelles de la politique, quels seront ensuite leurs "représentants". Guy Evrard en profite pour évoquer la nécessité d'élargir la démocratie au-delà de ce suffrage universel, afin que le peuple pèse davantage, qu'il intervienne plus directement sur les grandes questions qui conditionnent son existence :

Trois exemples rapprochés de la dernière décennie suffisent à démontrer la pertinence d'une telle revendication. D'abord le référendum en 2005 sur le projet de traité constitutionnel européen, dont le résultat sans ambiguïté a été bafoué par le pouvoir politique. Puis la contre-réforme des retraites conduite en 2010 contre la volonté largement majoritaire des citoyens. Et enfin la mise en place continue et tenace d'une politique d'austérité pour pallier à la crise financière de 2008, dont les peuples n'étaient pas responsables. Trois situations dans lesquelles le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif, soutenus par la plupart des grands médias, ont agi de concert dans l'intérêt exclusif de l'oligarchie qui domine l'économie, au mépris de l'intérêt général et de la volonté populaire.

S'il n'est pas question de contester ici la légitimité du suffrage universel, on peut en revanche s'interroger sur l'étendue de cette légitimité. En effet, le pouvoir politique est aujourd'hui totalement inféodé à la puissance économique, celle-ci étant détenue par une classe sociale infiniment minoritaire, qui a étendu son emprise à toute la planète, principalement via une organisation financière qui exploite de manière toujours plus violente le travail des femmes et des hommes, en mettant constamment en péril l'économie réelle. À cette échelle, les centres de décision s'éloignent des citoyens dont les gouvernements concèdent des abandons de souveraineté toujours plus larges, qui rendent caduque, de fait, leur légitimité. L'exemple de la Grèce est révélateur des contraintes que des organisations extérieures entendent imposer aux peuples. Par ailleurs, les grands choix de société impliquent des compétences, notamment scientifiques, qui conduisent les gouvernants à se retrancher derrière des avis d'experts ne disposant, eux, d'aucune légitimité et agissant rarement en toute indépendance. L'exemple du médicament Médiator illustre parfaitement les dérives potentielles d'un tel système.

L'ordre capitaliste qui règne ainsi sur la planète peut assurément prendre des formes différentes, allant de la dictature absolue comme dans les pays arabes en révolte, à des démocraties représentatives comme dans les pays occidentaux, pourvu que l'alternance tolérée dans ces derniers ne remette pas en cause une organisation économique et sociale injuste et prédatrice. En fait, très tôt, au cours de l'histoire, la démocratie représentative a été instrumentalisée par la bourgeoisie pour asseoir son pouvoir économique, comme l'avoue Benjamin Constant dans son discours à l'Athénée en 1819 [1]. À l'exception de quelques épisodes majeurs, lors de grands mouvements populaires, par exemple en France avec la mise en application du Programme National de la Résistance à la Libération.

Le mouvement altermondialiste, le mouvement des indignés, les conventions de citoyens ou les forums citoyens, la diversité du monde associatif, l'éducation populaire, constituent cependant autant d'initiatives qui démontrent la richesse de l'engagement citoyen. Mais, dans le cadre des institutions démocratiques occidentales, leur influence ne

sera jamais en mesure de déboucher sur une transformation en profondeur de l'organisation économique et sociale si elle ne s'appuie pas sur des formations politiques qui sont seules en position de conquérir légitimement le pouvoir. Dans l'hypothèse où la paix civile reste un fondement de nos sociétés, tout mouvement populaire doit donc se traduire dans une consultation générale dont le but est de faire ressortir une volonté majoritaire, à l'issue d'un débat au cours duquel les différents points de vue sont construits, argumentés et confrontés, aux échelles territoriales appropriées, avec la garantie du respect de la volonté populaire exprimée souverainement.



L'Assemblée nationale

C'est l'absence, soigneusement entretenue, de conditions institutionnelles garantissant ce débat permanent des citoyens avec le système politique qui conduit à une défiance croissante de la population vis à vis de la "classe politique", parce que la politique est elle aussi traitée comme une marchandise. À un certain niveau de représentation, les femmes et les hommes politiques doivent en effet rapidement acquérir les compétences et la disponibilité de professionnels pour intervenir sur la scène publique. Ils se trouvent alors entraînés et positionnés dans un système qui les nourrit, avec le risque de perdre un statut social en cas de non renouvellement de leur mandat. Ce qui n'a plus grand chose à voir avec la mission de défendre une aspiration collective. D'ailleurs, défendre en professionnel la même aspiration toute une vie n'est-il pas tout simplement un aveu d'impuissance ?

Alors, comment faire ? Tout d'abord, il n'est pas question d'abandonner le suffrage universel, sans doute la conquête majeure des peuples dans leur lutte contre l'aliénation, que tant de femmes et d'hommes ont payé et continuent de payer de leur vie. Même si Jean-Jacques Rousseau dénonçait déjà les pièges de ce qui allait devenir la démocratie représentative [2]. Ensuite, il n'est pas question non plus de cultiver l'idée de l'inutilité des organisations politiques "toutes pourries", même si elles sont éminemment critiquables. L'expérience de la Commune de Paris avait montré l'importance d'une structure organisée, la Garde Nationale [3], pour relayer et organiser le mouvement populaire dont on admire encore les capacités d'intervention et d'imagination collectives. Et force est de constater aujourd'hui que les révolutions arabes, une fois le dictateur chassé du pouvoir, peinent à déboucher sur la démocratie en l'absence de telles structures, qui ne pouvaient préexister du fait de la dictature.

Dans nos sociétés occidentales, c'est en renforçant tous les maillons de la chaîne démocratique que l'on peut espérer reprendre le pouvoir politique au pouvoir financier. Ne pas laisser le suffrage universel devenir seulement un alibi de démocratie en n'étant plus qu'un objet de marketing dans une société consumériste. Empêcher donc que la politique soit un métier en imposant le renouvellement rapide des élus et leur contrôle par les citoyens tout au long de leur mandature, suivant des règles institutionnelles. Favoriser l'intervention des citoyens dans tous les champs de la société, y compris dans les entreprises, publiques ou privées, en leur donnant les moyens d'acquérir les compétences nécessaires et le droit d'exercer leur citoyenneté. Faire de la politique doit redevenir une activité noble. Dans ces conditions, sans doute les citoyens feront émerger les meilleurs d'entre eux dans les formations politiques et pourront exiger d'eux la seule défense de l'intérêt général.

À la veille d'importants scrutins électoraux dans notre pays, alors que des choix de société majeurs sont discutés si on y prête attention en écartant la fumée médiatique, c'est donc le moment d'exiger du suffrage universel qu'il redevenue un véritable instrument de conquête populaire, mais à la condition de ne pas s'arrêter au lendemain de l'élection. La nécessaire délégation pour certains actes de la vie publique ne signifie pas une délégation permanente

La démocratie représentative est à reconquérir, mais pas seulement !

de notre propre responsabilité, qui doit toujours pouvoir se traduire dans l'action.

[1] B.Constant, De la liberté des anciens comparée à celle des modernes, discours à l'Athénée royal de Paris, 1819.

[2] Bruno Bernardi, Le philosophe avait anticipé les pièges de ce qui allait devenir la "démocratie représentative", et Nicole Borvo Cohen-Seat, La question de la souveraineté du peuple et de son pouvoir d'intervention directe se pose toujours, l'Humanité des débats, 3, 4, 5/2/2012

[3] Guy Evrard, La démocratie dans l'urgence, GR 1121, juin 2011, numéro spécial consacré à La Démocratie.